

Dans mon comté, M. l'Orateur, dans le comté de Missisquoi, dans le comté de Brome et dans tous les Cantons de l'Est, le porc a subi une réduction de plus d'un centin par livre, par l'importation du lard de St-Albans et d'autres localités de l'Etat du Vermont, qui est frappé d'un droit d'un centin par livre et qui abaisse la valeur du lard sur notre marché. Dans ces circonstances, si notre marché n'est pas inondé par les produits des Etats-Unis faisant la concurrence à ceux de nos cultivateurs, c'est dû en grande partie au tarif protecteur, auquel est dû aussi à un très haut degré la condition supérieure des cultivateurs américains.

Même aujourd'hui, l'honorable député croit-il que, si nous ne formions qu'un seul pays, nous pourrions rivaliser avec des chances égales sur les marchés qui sont communs au Canada et aux Etats-Unis ? Pouvons-nous produire le maïs à aussi bon marché qu'eux ? Pouvons-nous produire l'équivalent du maïs à aussi bon marché qu'eux ? Je dis que nous ne le pouvons pas. Notre orge est le meilleur équivalent de leur maïs pour l'alimentation des animaux. L'importation sans restriction de leur maïs aurait pour effet de réduire le prix de notre orge.

L'effet serait le même pour tous les menus grains que les cultivateurs produisent et produiront, malgré la culture hautement scientifique qui sera bientôt appliquée. Le prix moyen du maïs à Chicago depuis sept ou huit ans, a été de 40 centins le boisseau, pendant que celui de l'orge canadienne a été d'environ 57 centins le boisseau durant la même période. L'effet de relations étroites avec les Etats-Unis, si nous étions dans les mêmes conditions qu'eux, serait d'abaisser les prix de nos menus grains à celui du maïs, et non seulement les menus grains, mais aussi les produits des animaux nourris de menus grains. Si nous étions placés sur le même pied que les Etats-Unis, nos prix seraient réduits à celui du maïs américain, comparé au prix de l'orge canadienne. Leurs prix régleraient les nôtres. Les Etats-Unis sont aujourd'hui le plus grand pays agricole de l'univers, leur production n'a guère de limites, et leurs prix régleraient les nôtres et nous n'y pourrions rien. Nos prix sont plus élevés que les leurs, et ils continueront de l'être, pourvu que nous persistions dans la méthode que nous avons adoptée dans ces dernières années pour maintenir ces prix.

M. MILLS (Bothwell) : Alors, l'honorable ministre est opposé au libre-échange en fait de produits naturels ?

M. COLBY : Très certainement, au point de vue des cultivateurs. Je connais le sujet que je traite. L'honorable député a consacré plusieurs années à l'étude de la philosophie, et moi j'ai consacré plusieurs années à l'étude de l'agriculture, et quand j'ai commencé ma carrière politique, j'étais un des principaux agronomes de mon comté. J'ai étudié pendant plusieurs années les questions agricoles au point de vue des cultivateurs, et je suis sûr que les cultivateurs de ce pays conviendront avec moi que le libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis pour tous les produits agricoles, serait ce qui pourrait arriver de pire aujourd'hui aux cultivateurs canadiens. Je suis prêt à rencontrer l'honorable député dans n'importe quel endroit du Canada, pour discuter cette question avec lui devant les cultivateurs.

Ce que j'ai dit du Vermont, est vrai pour ce qui regarde l'Etat du New-Hampshire. Le commissaire de l'Etat du New-Hampshire a publié une circulaire semblable, invitant le monde à aller acheter des fermes qui sont en vente dans la plupart des townships du New-Hampshire. Les cultivateurs de cet Etat ne sont pas plus prospères que ceux du Vermont.

Mon honorable ami a réjoui les député de la gauche, il y a un instant, en citant des extraits d'un journal de township, le *Richmond Guardian*. Je vais à mon tour citer un autre journal. Je regrette que l'honorable député de Huntingdon (M. Scrivner) ne soit pas ici. Je vais citer un extrait d'un journal publié dans le comté de cet honorable député, le *Gleaner* de Huntingdon. Personne ne suspecte le franc libéralisme de ce journal, et voici ce qu'il dit :

Si nous jetons les yeux de l'autre côté de la frontière, à quelques milles seulement du lieu où nous écrivons, nous voyons des cultivateurs habiles et industriels, qui ont libre accès à ce marché de soixante millions d'habitants dont on parle tant, et que constatons-nous ? Qu'ils ne sont pas aussi prospères que leurs frères canadiens ; que leurs terres, lorsqu'elles sont de même qualité se vendent moins cher, que leurs taxes sont plus élevées et leurs profits moindres. Lorsque M. Winan aura été à Malone ou à Champlain et qu'il aura expliqué d'une façon satisfaisante pourquoi les cultivateurs des comtés d'Essex et de Franklin, qui ont accès à ce marché de soixante millions d'habitants, sont moins prospères que ceux de Chateauguay, auxquels ce marché est presque fermé, nous ajouterons foi à ce qu'il dit.

Ces lignes sont extraites du *Gleaner* de Huntingdon, journal très méritant, rédigé par un écrivain très intelligent.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : C'est un partisan de la ligne des droits égaux, n'est-ce pas ?

M. COLBY : Je crois que c'est une autorité que l'honorable député ne contestera pas. Puis, le *Pont* de New-York qui, je crois, est reconnu comme un journal d'autorité et d'importance, dit :

Il y a six ans, une terre de 150 acres se vendait \$12,000, elle fut revendue il y a environ deux mois, le créancier hypothécaire, qui avait une hypothèque de \$6,000 sur cette propriété, ayant enchéri, et depuis lors, elle est en vente à ce prix sans qu'un acheteur se soit présenté. En d'autres termes, ceci indique une diminution de moitié dans la valeur en six ans, et donne une juste idée de la dépréciation de la propriété chez nous. Le ministère de l'agriculture rapporte que les produits de la ferme se vendent moins cher qu'à aucune autre époque précédente.

Voici encore ce que dit un rapport officiel fait à législation de l'Etat de New-York en 1887 (Vol. II, n° 24, page 16) :

Il est incontestable que les terres agricoles de cet Etat ont subi une dépréciation d'au moins 20 pour cent depuis quinze ans, et que la population de plusieurs centres agricoles diminue.

Une dépêche à la *Tribune* de New-York, en date du 8 février, dit au sujet des cultivateurs du New-Jersey :

Plusieurs des meilleurs et des plus anciens d'entre eux disent qu'ils ne peuvent arriver à mettre les deux bouts ensemble, et que la perspective n'est pas encourageante.

Je ne continuerai pas davantage ces citations. Le *Times* de New-York dit que les fermes de cet Etat sont hypothéquées pour au delà de \$700,000,000, et il démontre aussi que la plus grande partie de l'argent ainsi emprunté n'a pas été appliquée à améliorer ces fermes, mais que les cultivateurs l'ont dépensé pour leur subsistance. Je ne parlerai pas longuement des hypothèques qui grèvent les fermes, mais dans les états les plus prospères, le